

## Un besoin urgent d'action : nouveau communiqué d'Al Haq sur la situation en Cisjordanie

### Description

Alerte d'action : Al-Haq exhorte la communauté internationale à intervenir alors que les chars israéliens entrent en Cisjordanie suite à l'ordre de Netanyahu d'une « opération intensive »

Par Al-Haq, le 23 février 2025



les chars israéliens entrent en Cisjordanie suite à l'ordre de Netanyahu d'une « opération intensive »

Al-Haq lance une fois [de plus](#) un appel pressant à une intervention internationale urgente, alors que le régime d'apartheid colonialiste d'Israël s'aggrave et intensifie encore les hostilités en envoyant des chars blindés en Cisjordanie. Au 32e jour de l'attaque militaire brutale d'Israël sur le nord de la Cisjordanie et des pires atrocités depuis la deuxième Intifada, le Premier ministre Netanyahu [a ordonné](#) une « opération intensive » en Cisjordanie pour « renforcer les mesures préventives contre de nouvelles attaques dans les villes israéliennes ». L'ordre a été donné à la suite d'une attaque signalée contre des bus vides à Tel-Aviv, suite à laquelle deux Israéliens juifs et un Palestinien ont été [arrêtés](#), dans une affaire « placée sous le sceau du secret par le tribunal de première instance de Tel-Aviv ».

Malgré cela, le Premier ministre Netanyahu a fait publier une [déclaration officielle](#) depuis la ville occupée de Tulkarem où Netanyahu et les forces d'occupation israéliennes sont illégalement présents : « Nous sommes en train de raser des rues entières et d'éliminer des terroristes. J'ai donné l'ordre d'augmenter les forces en [Cisjordanie] et de lancer des opérations supplémentaires ». Entouré de soldats israéliens lourdement armés, Netanyahu a posé pour des [photos de](#) trophée dans la maison familiale de Palestiniens déplacés de force dans le camp de réfugiés de Tulkarem. Le ministre israélien des Finances, Bezalel Smotrich, [a déclaré](#) : « Notre réponse à l'attaque du bus doit être un retour immédiat au combat et l'écrasement systématique du terrorisme jusqu'à ce qu'il soit éradiqué, à Gaza et en Cisjordanie. Nous veillerons à ce que ce soit le cas. »

Depuis le 21 janvier 2025, les forces d'occupation israéliennes ont tué au moins [51 Palestiniens](#), dont sept enfants, dans le cadre de leur « opération Mur de fer » en Cisjordanie. Les Nations Unies ont décrié les « frappes aériennes, les bulldozers blindés, les détonations contrôlées et les armes de pointe » des FDI en Cisjordanie comme « une propagation de la guerre à Gaza », provoquant des niveaux de déplacement forcés jamais vus depuis la Naksa en 1967. Quelques jours

seulement après l'accord de cessez-le-feu à Gaza, Israël a expulsé de chez eux plus de [40 000](#) Palestiniens des gouvernorats de Jérusalem, Tulkarem et Tubas, les forces israéliennes ayant déclaré aux Palestiniens qu'ils ne seraient jamais autorisés à [y retourner](#). Le ministre israélien de la Défense, Israel Katz, a [chargé les](#) forces de défense israéliennes (IDF) de se préparer à un long séjour dans les camps évacués, pour l'année à venir, et de ne pas autoriser les résidents à y retourner, exprimant ainsi l'intention d'Israël de continuer à évacuer les camps de réfugiés.

L'IOF a rasé des quartiers entiers, démoli des maisons palestiniennes, détruit des routes et rebaptisé des rues avec des [panneaux de signalisation](#) en hébreu, tout en installant des barrages routiers, des clôtures de tranchées et au moins [vingt nouvelles](#) portes aux entrées des villes et des villages. Des dizaines d'hommes et de garçons ont été séparés de leur famille et détenus arbitrairement dans les tristement célèbres centres de détention et de torture israéliens. Les infrastructures locales ont été dévastées, avec plus de 3,3 kilomètres de réseaux d'égouts et 21,4 kilomètres de canalisations d'eau gravement endommagés [rien](#) qu'à Jérusalem.

Al-Haq avertit que l'escalade des attaques d'Israël en Cisjordanie s'inscrit dans le cadre de ses intentions coloniales visant à annexer *de jure* le territoire, à effacer la présence palestinienne et à renforcer ses politiques et pratiques discriminatoires d'apartheid. Al-Haq rappelle aux États tiers leurs obligations en vertu de l'avis consultatif de la Cour internationale de justice, qui consistent à veiller à ce qu'Israël mette immédiatement fin à l'occupation illégale, notamment en ne reconnaissant pas et en ne soutenant pas les actes internationalement illicites d'Israël, en mettant fin à toutes les activités de colonisation, en évacuant complètement tous les colons illégalement présents sur le territoire palestinien, y compris les ministres du gouvernement israélien qui y vivent illégalement, en abroger les lois discriminatoires qui modifient la démographie de la Palestine, rapatrier la population palestinienne déplacée de force et fournir une indemnisation et une restitution complètes.

Al-Haq souligne que le fait que les États parties à la Cour pénale internationale n'aient pas arrêté Netanyahu, tout en facilitant ses vols transatlantiques à travers leur espace aérien souverain, non seulement enfreint leur obligation de coopérer avec la Cour pénale internationale, mais alimente également les agressions israéliennes continues contre la population palestinienne protégée, par un fugitif international recherché. Al-Haq appelle le Procureur de la Cour pénale internationale à ajouter les crimes liés aux colonies, à l'apartheid et au génocide aux charges retenues contre le Premier ministre Netanyahu et l'ancien ministre de la Défense, Yoav Gallant, et à accabler les autres mandats d'arrêt des dirigeants militaires et politiques israéliens pour mettre fin à l'impunité internationale des crimes israéliens et à la destruction du peuple palestinien.

Traduction : JB pour l'Agence Média Palestine  
Source : [Al-Haq](#)

**date créée**  
2025/02/25